

dant nous n'imaginons pas de regarder comme un commerce avantageux par excellence celui qui consiste à échanger la quincaillerie d'Angleterre contre les vins de France, quoique la quincaillerie soit une marchandise très-durable, et que, sans l'exportation continuelle qui s'en fait, elle puisse aussi s'accumuler pendant plusieurs siècles de suite, de manière à augmenter incroyablement les poêlons et les casseroles du pays. Mais s'il saute aux yeux que le nombre de ces ustensiles est, par tous pays, limité à l'usage qu'on en fait et au besoin qu'on en a, il devrait également sauter aux yeux qu'il en est de même pour la quantité d'or ou d'argent; que l'usage de ces métaux consiste à faire, comme monnaie, circuler des marchandises et à fournir, comme vaisseau, une espèce de meubles de ménage; que, par tous pays, la quantité de monnaie est déterminée par la valeur de la masse de marchandises qu'elle a à faire circuler; que si vous augmentez cette valeur, tout aussitôt une partie de ce surcroît de valeur ira au dehors chercher à acheter, partout où il pourra en trouver, le surcroît de monnaie qu'exige sa circulation; qu'à l'égard de la quantité de vaiselle, elle est déterminée par le nombre et la richesse des familles particulières qui sont dans le cas de se donner ce genre de faste... Il ne faut pas perdre de vue que l'or et l'argent, sous quelque forme qu'ils soient, sous celle de monnaie ou de vaiselle, ne sont jamais que des ustensiles, tout aussi bien que les ustensiles de cuisine. Augmentez le service qu'ils ont à faire, augmentez la masse des marchandises qui doivent être mises en circulation par eux, disposées par eux, préparées par eux, et infailliblement vous verrez qu'ils augmenteront aussi de quantité; mais si vous voulez essayer d'augmenter leur quantité par des moyens extraordinaires, alors, tout aussi infailliblement, vous diminuez le nombre des services qu'ils ont à rendre, et même leur quantité, cette quantité ne pouvant jamais rester au delà de ce qu'exige le service qu'ils ont à faire....

Il n'est pas toujours nécessaire d'accumuler de l'or et de l'argent dans un pays pour le mettre en état de soutenir des guerres étrangères et d'entretenir des flottes et des armées avec des denrées consommables, et non avec de l'or et de l'argent. Toute nation qui aura, dans le produit annuel de son industrie domestique, dans le revenu annuel de ses terres, de son travail et de son capital, de quoi acheter dans des pays éloignés ces denrées consommables, pourra bien soutenir des guerres étrangères....

Un pays qui produit annuellement, par son industrie, une quantité surabondante d'articles manufacturés qu'il exporte habituellement, peut soutenir pendant plusieurs années une guerre étrangère très-dispendieuse, sans exporter une quantité considérable d'or ou d'argent. Dans ce cas, à la vérité, une partie très-considérable du superflu annuellement produit par ses manufactures sera exportée sans rapporter aucuns retours au pays, bien qu'elle en rapporte au marchand, le gouvernement achetant au marchand ses lettres de change sur les pays étrangers pour y solder la paye et les vivres de l'armée....

L'importation de l'or et de l'argent n'est pas le principal bénéfice et encore bien moins le seul qu'une nation retire de son commerce étranger. Quels que soient les pays entre lesquels s'établit un tel commerce, il procure à chacun de ces pays deux avantages distincts. Il emporte le superflu du produit de leur terre et de leur travail, pour lequel il n'y a pas de demande chez eux, et, à la place, il rapporte en retour quelque autre chose qui y est en demande. Il donne une valeur à ce qui leur est inutile, en l'échangeant contre quelque autre chose qui peut satisfaire une partie de leurs besoins ou de leurs jouissances. Par lui, les bornes étroites du marché intérieur n'empêchent plus que la division du travail soit portée au plus haut point de perfection dans toutes les branches particulières de l'industrie....

Ce n'est pas par l'importation de l'or et de l'argent que la découverte de l'Amérique a enrichi l'Europe. L'abondance des mines de l'Amérique a produit ces métaux à meilleur marché.... Il y a peut-être actuellement en Europe vingt ou trente fois autant d'orfèvrerie qu'il y en aurait eu si la découverte de l'Amérique n'eût pas eu lieu. Jusque-là l'Europe a sans doute acquis une véritable commodité de plus, quoique assurément d'un genre très-futile. Mais aussi le bon marché de l'or et de l'argent les rend bien moins propres à remplir les fonctions de monnaie. Pour faire les mêmes achats, il faut nous charger d'une bien plus grande quantité de ces métaux. Il serait assez difficile de décider qui l'emporte de ce léger inconvénient ou de cette futile commodité; ni l'un ni l'autre n'aurait pu apporter de changement bien important dans l'état de l'Europe; et, cependant, la découverte de l'Amérique en a produit un de la plus grande importance. En ouvrant à toutes les marchandises de l'Europe un nouveau marché presque inépuisable, elle a donné naissance à de nouvelles divisions de travail, à de nouveaux perfectionnements de l'industrie, qui n'aurait jamais pu avoir lieu dans le cercle étroit où le commerce était anciennement resserré.

La longue citation qu'on vient de lire nous

donne, dans sa forme première, et, pour ainsi dire, dans sa source, toute l'argumentation des économistes libre-échangistes contre la théorie de la balance du commerce. J.-B. Say ne fait guère que la reproduire en lui donnant plus de précision.

Quelles sont, dit-il, les fonctions des métaux précieux dans la société? Façonnés en bijoux, en ustensiles, ils servent à l'ornement de nos personnes, de nos maisons, et à plusieurs usages domestiques... Sous des formes diverses, ils font partie du capital de la société, de cette portion du capital qui ne porte point d'intérêt ou plutôt qui est productive d'utilité ou d'agrément. Il est sans doute avantageux pour une nation que les matières dont se compose ce capital soient à bon compte et en abondance; mais il ne faut pas estimer cet avantage au delà de sa véritable valeur: il y a des utilités supérieures à celle-là. Le verre des vitres qui nous défendent contre les rigueurs de l'hiver, nous est d'un bien plus grand service que quelque ustensile d'argent que ce soit. On ne s'est pourtant jamais avisé d'en favoriser l'importation ou la production par des faveurs spéciales.

L'autre usage des métaux précieux est de servir à la fabrication des monnaies de cette portion du capital de la société qui s'emploie à faciliter les échanges que les hommes font entre eux des valeurs qu'ils possèdent déjà. Pour cet usage, est-il avantageux que la matière dont on se sert soit abondante et peu chère? La nation où cette matière abonde est-elle plus riche que celle où cette matière est rare? La réponse à cette question ne saurait être douteuse. Quelle que soit l'abondance ou la rareté du numéraire, comme on a besoin d'une certaine somme pour consommer tous les échanges, le numéraire augmente en valeur à mesure qu'il décline en quantité, et décline en valeur à mesure qu'il augmente en quantité. S'il y a pour 2 milliards de numéraire en France, et qu'un événement quelconque réduise cette quantité de francs à 1,500 millions, les 1,500 millions vaudront tout autant que les 2 milliards pouvaient valoir. La nation n'en sera ni plus riche ni plus pauvre. Il faudra porter moins d'argent au marché, et l'argent qu'on y portera y achètera toutes les mêmes choses. Une nation qui, pour agent de la circulation, emploie des monnaies d'or n'est pas moins riche que celle qui se sert de monnaies d'argent, quoiqu'elle porte au marché une bien moins grande quantité de la marchandise qui lui sert de monnaie.... En résumé, l'abondance des métaux précieux rend plus abondants les ustensiles qui en sont faits et les nations plus riches sous ce seul rapport. Sous le rapport du numéraire, elle ne les rend pas plus riches....

Ces avantages que les particuliers trouvent à recevoir du numéraire préférablement à des marchandises ne sont rien pour les nations. Lorsqu'une nation n'en a pas la quantité qui lui est nécessaire, sa valeur augmente, et les étrangers comme les nationaux sont intéressés à lui en apporter; lorsqu'il est surabondant, sa valeur baisse par rapport aux autres marchandises, et il convient de l'envoyer au loin où il peut procurer des valeurs supérieures à ce qu'il peut procurer dans le pays.

On dit qu'en augmentant par une balance favorable la masse du numéraire, on augmente la masse des capitaux du pays, et qu'en le laissant écouler on la diminue. Mais, en premier lieu, la totalité du numéraire d'un pays ne fait pas partie de ces capitaux: l'argent qu'un cultivateur reçoit pour le prix de ses produits, qu'il porte ensuite au percepteur des contributions, qui parvient au trésor public, qui est employé ensuite à payer un militaire et un juge, qui est dépensé par eux pour la satisfaction de leurs besoins ne fait partie d'aucun capital. En second lieu, et en supposant même que tout le numéraire d'un pays fit partie de ses capitaux, il n'en formerait que la plus petite partie....

On dit que, si l'on envoie à l'étranger des marchandises au lieu de numéraire, on procure par là à ces marchandises un débouché qui fait gagner à leurs producteurs les profits de cette production. — Je réponds que, lorsqu'on envoie du numéraire à l'étranger, c'est précisément comme si l'on y envoyait des produits de notre industrie; car les métaux précieux dont nous faisons commerce, ne nous sont pas donnés gratuitement et sont toujours acquis en échange de nos produits, soit d'avance, soit après coup. En général, une nation ne peut payer une autre nation qu'avec ses produits, par une raison bien claire: c'est qu'elle n'a pas d'autre chose à donner.

Il vaut mieux, dit-on encore, envoyer à l'étranger des denrées que se consommer, comme des produits manufacturés, et garder les produits qui ne se consomment pas, ou qui se consomment lentement, comme le numéraire. — Mais les produits qui se consomment vite, s'ils sont les plus recherchés, sont plus profitables que les produits qui se consomment lentement. Forcer un producteur à remplacer une portion de son capital soumise à une consommation rapide par une autre valeur d'une consommation plus lente, serait lui rendre souvent un fort mauvais service. Si un maître de forges avait fait un marché pour qu'on lui livrât, à une époque déterminée, des charbons

et que, le terme étant arrivé, et dans l'impossibilité de les lui livrer, on lui en donnât la valeur en argent, on serait fort mal venu à lui prouver qu'on lui a rendu service, en ce que l'argent qu'on lui offre est d'une consommation plus lente que le charbon....

S'il ne fallait importer que la portion la plus durable des capitaux productifs, d'autres objets très-durables, le fer, les pierres devraient partager cette faveur avec l'argent et l'or. Ce qu'il importe de voir durer, ce n'est aucune matière en particulier, c'est la valeur du capital. Or, la valeur du capital se perpétue, malgré le fréquent changement des formes matérielles dans lesquelles réside cette valeur. Il ne peut même rapporter un profit, un intérêt, que lorsque ces formes changent perpétuellement, et vouloir le conserver en argent, ce serait le condamner à être improductif.

De ce principe, que la quantité de métaux monnayés qui circulent dans un pays est indifférente, J.-B. Say conclut qu'une nation s'enrichit en exportant du numéraire, parce que la valeur du numéraire qui lui reste, demeure égale à ce qu'elle était, et que la nation reçoit de plus les retours du numéraire qu'elle exporte. Ce phénomène provient de la propriété particulière à la monnaie de nous servir, non par ses qualités physiques, mais seulement par sa valeur. Si j'ai moins de blé, j'ai moins de quoi manger; si j'ai moins de numéraire, il me sert tout autant, parce que sa valeur augmente et que sa valeur suffit aux usages que j'en fais. Il en résulterait, suivant Say, que les gouvernements, si l'on admettait qu'ils dussent se mêler de ces choses-là, devraient faire précisément le contraire de ce qu'ils font, c'est-à-dire, encourager la sortie de numéraire.

J.-B. Say fait cette autre remarque, que plus le commerce qu'on fait avec l'étranger est lucratif, plus la somme des importations doit excéder la somme des exportations, de sorte que cette supériorité des importations sur les exportations, redoutée comme une calamité par les partisans du système mercantile, est précisément ce qu'on doit désirer et ce qui, d'ailleurs, se produit nécessairement; malgré tous les tableaux de la balance du commerce, par la raison très-simple qu'elle résulte des gains que font les négociants qui trafiquent avec l'étranger. Il peut arriver, dit-il, que deux nations qui ont entre elles des relations de commerce reçoivent toutes deux plus de valeurs qu'elles n'en exportent. Le fait s'explique naturellement: on ne peut évaluer les marchandises exportées que selon la valeur qu'elles ont en sortant; mais cette valeur est plus forte lorsqu'elles sont arrivées à leur destination; cette valeur plus forte achète une marchandise étrangère dont la valeur augmente encore en arrivant chez nous: elle est évaluée à son entrée selon sa valeur nouvellement acquise. Voilà donc une valeur exportée qui a amené une valeur importée plus forte de tout le bénéfice fait sur l'aller et le retour. On voit par là que, dans un pays qui prospère, la somme de toutes les marchandises importées doit excéder celle de toutes les marchandises exportées.

La critique libre-échangiste du système mercantile, telle que Say l'a formulée, peut se résumer de la manière suivante, en prenant la forme syllogistique:

Majeure: Les produits ne se payent qu'avec des produits; les marchandises ne s'achètent qu'avec des marchandises.

Mineure: L'or, l'argent, le platine et toutes les valeurs métalliques sont des produits du travail des marchandises, comme la houille, le fer, la soie, les draps, les fils, les cristaux, etc.

Conclusion: Donc, toute importation de marchandises étant soldée par une exportation équivalente, il est absurde de croire qu'il puisse y avoir avantage d'aucun côté, selon qu'une partie des marchandises livrées en retour consiste ou non en numéraire. Tout au contraire, l'or et l'argent étant une marchandise dont l'unique service se réduit à servir d'instrument de circulation et d'échange aux autres, l'avantage, s'il existe de quelque côté, est pour la nation qui tire de l'étranger plus de produits qu'elle ne lui en rend; et, bien loin de chercher à niveler les conditions du travail par des tarifs de douane, il faut les niveler par la liberté la plus absolue. En un mot, dans cette proposition fondamentale: les produits s'échangent contre des produits, sont enfermées les deux suivantes: 1° Une nation gagne d'autant plus que la somme des produits qu'elle importe surpasse davantage la somme des produits qu'elle exporte; 2° Les négociants de cette nation gagnent d'autant plus que la valeur des retours qu'ils reçoivent surpasse davantage la valeur des marchandises qu'ils ont exportées au dehors.

Adoptant sans restriction ces deux propositions, M. Ch. Coquelin (*Dictionnaire de l'économie politique*) fait remarquer que c'est précisément aux époques de crise publique, où le crédit est gravement altéré, c'est-à-dire aux époques les plus désastreuses pour un pays, au point de vue économique, que le système mercantile nous montre, dans ce pays, la balance la plus favorable. En effet, les titres de crédit n'ayant plus cours, les échanges ne sont plus effectués qu'argent comptant; en conséquence, malgré la diminution trop réelle de la somme totale des échanges, les besoins en numéraire sont devenus immédiatement plus

forts, chacun a dû s'évertuer pour s'en procurer une quantité plus forte, et la vente des marchandises étant devenue, par cela même, plus difficile au dedans, on a dû faire des efforts plus qu'ordinaires pour leur ouvrir, même au prix de quelques sacrifices, de plus larges débouchés au dehors. De là un accroissement naturel de l'exportation, et surtout une diminution considérable de l'importation. Il en résulte, dit M. Coquelin, que ce qu'on appelle si mal à propos une balance favorable est ordinairement, nous dirons presque toujours, l'effet et le symptôme de la détresse d'un pays... Voulez-vous donc préparer au pays une balance favorable? Tuez-y le crédit; faites que les banquiers n'escomptent plus, que les lettres de change, les billets à ordre, les billets de banque même n'y aient plus cours, qu'on ne puisse plus enfin y opérer aucune transaction qu'argent comptant; alors, le besoin de numéraire venant à augmenter dans une proportion considérable, malgré la diminution de la somme des échanges, le commerce forcera ses ventes à l'étranger, pour en appeler du dehors; il y restreindra, par la même raison, ses achats, et le résultat désiré sera atteint. Cet état de choses ne durera pas longtemps, il est vrai; une fois ce besoin extraordinaire satisfait, l'équilibre naturel entre l'importation et l'exportation se rétablira; mais vous aurez le plaisir de croire, selon les données de votre système, que durant ce temps le pays s'est enrichi. Une nouvelle extension donnée au crédit produirait naturellement un effet contraire. En rendant inutile une bonne partie du numéraire que la France emploie, elle en déterminerait l'envoi au dehors en échange de marchandises d'autres sortes; ce qui revient à dire que l'importation de ces autres marchandises augmenterait.

Ainsi, aux yeux d'Adam Smith, de J.-B. Say et de leurs disciples, il est absurde de supposer que le solde en numéraire soit un profit net pour le pays qui le reçoit et une perte pour celui qui le paye. M. A. Clément signale une autre absurdité dans la théorie de la balance du commerce, c'est la supposition que la différence trouvée par la douane entre l'entrée et la sortie des marchandises doive nécessairement se payer en numéraire. Il montre d'abord qu'il y a toujours beaucoup d'arbitraire dans les évaluations par lesquelles on arrive à conclure qu'il est sorti d'un pays, sous forme de marchandises ou de denrées, plus de valeurs qu'il n'en est entré. On connaît assez les nombreuses contestations dont les valeurs officielles de la douane ont été le sujet: le plus souvent on s'efforce de les établir de manière à obtenir ce que l'on considère comme une balance favorable, c'est-à-dire comme un excédant d'exportation, et c'est ainsi qu'en France, les valeurs officielles arrêtées en 1820 n'ayant pas donné pour les années suivantes le résultat désiré, l'administration de la douane se crut obligée de prouver qu'elle s'était trompée en les établissant; elle les soumit, en 1826, à une révision, et prétendit avoir reconnu qu'elles avaient été exagérées de 28 pour 100 quant aux importations et atténuées de 12 pour 100 quant aux exportations, ce qui devait apporter, dans les balances fournies de 1820 à 1825, une différence d'environ 40 pour 100. Il ajoute qu'alors même que la douane parviendrait à attribuer aux exportations et aux importations leur véritable valeur, il n'en résulterait nullement que les excédants d'exportation constatés dussent nous revenir en numéraire, car, d'une part, il y aurait considérablement à rabattre de ces excédants pour les importations non enregistrées que la contrebande se charge d'opérer, et, d'autre part, le surplus, s'il en reste, peut être absorbé par diverses causes, desquelles la douane ne tient aucun compte, telles, par exemple, que les naufrages, qui ensevelissent dans les mers une partie des marchandises exportées, et les mauvaises opérations de nos négociants ou armateurs, à la suite desquelles une autre partie des exportations sont vendues au-dessous de la valeur déclarée à la sortie. Il est bien évident que ces sinistres et ces déficits ne donneront jamais lieu à des retours d'aucune espèce. Il en est de même de la partie des exportations déterminée par les émigrations, soit que les émigrants emportent avec eux des marchandises, soit qu'ils se munissent de traites ou de lettres de change qui vont solder à l'étranger, et sans que rien nous revienne, le prix de marchandises antérieurement exportées. De toutes ces causes réunies, il résulte, suivant M. Clément, que les indications de la douane, relativement au solde des opérations du commerce extérieur, sont absolument vaines.

Nous venons d'exposer, en lui laissant, à dessein, la physionomie qu'elle présente dans les ouvrages des maîtres de la science, l'argumentation des libre-échangistes contre la balance du commerce. Le point faible de cette argumentation, c'est l'assimilation de la monnaie métallique à tous les autres produits de la société. Adam Smith se trompe quand il dit que la disparition du numéraire aurait, pour un pays, des effets moins funestes que celle de telle ou telle autre denrée; que l'argent court nécessairement après la marchandise, tandis que la marchandise ne court pas toujours ou ne court pas nécessairement après l'argent; que, si la découverte de l'Amérique a contribué au progrès économique de l'Europe, ce n'est point par les mines d'or et d'ar-